

MOTION

présentée par : **Marceau Pivert, René Modiano, Lucien Hérard,** membres titulaires de la C. A. P.

Réuni au cours d'une expérience unique dans l'histoire du Parti Socialiste S.F.I.O., et au terme d'une année d'exercice du pouvoir par un gouvernement de Front populaire à direction socialiste, le Congrès tient à dresser un bilan sincère et objectif de cette période fertile en enseignements de toutes sortes.

Le Congrès rappelle que, malgré les efforts des délégués du Parti au Rassemblement populaire, celui-ci a limité son objectif immédiat à un « programme de revendications urgentes et par la même restreintes », qui devaient être « complétées par des mesures plus profondes pour arracher l'Etat aux féodalités industrielles et financières » (préambule du programme du Rassemblement populaire).

Il se félicite des importants avantages sociaux obtenus par l'action combinée du prolétariat en grève et du gouvernement ainsi que de l'adoption de nombreuses lois favorables aux classes laborieuses, telles que l'Office du Blé, la prolongation de la scolarité, les conventions collectives, les délégués ouvriers, la loi de quarante heures, les congés payés, etc.

Mais, comme il l'avait prévu dans ses précédentes assemblées, et plus particulièrement à Toulouse, en 1934, le caractère fragmentaire et limité des mesures prises a très rapidement révélé leur insuffisance en face d'un « système politique » et d'un régime économique condamné.

Avec une autorité accrue par l'expérience, le Congrès rappelle que les mesures inscrites au programme socialiste « constituent un ensemble organique dont la mise en œuvre permettra SEULE de surmonter la crise, et par conséquent d'éviter le fascisme, où le capitalisme cherche aujourd'hui son cadre politique » (Toulouse).

Le Congrès constate qu'en l'absence d'un tel ensemble organique de mesures la pression capitaliste a été assez forte pour obtenir un arrêt des réalisations du Front populaire, et même un recul en certains domaines.

BILAN ACTUEL DU FRONT POPULAIRE

Cette pression s'est exprimée par le veto du Sénat, les campagnes de la Grande Perse, le chantage de certains ministres radicaux, les provocations fascistes, le sabotage patronal, la spéculation victorieuse, la hausse des prix et la fuite des capitaux.

Ainsi la volonté de lutte clairement manifestée par le Parti Socialiste « décidé à ne se laisser arrêter ou détourner par aucune forme de résistance, à briser tout ce qui ferait obstacle à la souveraineté populaire » (Toulouse), s'est trouvée progressivement mise en échec par la résistance des privilégiés.

Ainsi, bien des mesures prévues par le programme du Rassemblement populaire ne sont pas réalisées ou le sont d'une façon très insuffisante :

- L'amnistie générale ;
- La dissolution effective des ligues fascistes ;
- L'assainissement de la vie publique, notamment par les incompatibilités parlementaires ;
- L'abrogation des lois scélérates ;
- La répression de la diffamation et du chantage ;
- La destruction des trusts de presse et de publicité commerciale et financière ;
- L'application des lois laïques ;
- L'institution du fonds national de chômage ;
- L'aménagement de la situation des petits commerçants ;
- L'assainissement du crédit (réglementation de la profession de banquier, des sociétés anonymes et des pouvoirs de leurs administrateurs) ;
- La transformation du capital de la Banque de France en obligations ;
- Les mesures fiscales frappant les grosses fortunes ;
- La suppression de la fraude par la mise en vigueur de la carte d'identité fiscale ;
- La révision des marchés de guerre ;
- Le contrôle des sorties de capitaux et la répression de leur évocation par les mesures les plus sévères, allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger, ou de leur contre-valeur en France.

Nota. — Pour l'information exacte des militants, nous avons décidé de faire éditer en brochure nos discours devant le Conseil national du 14 février et devant celui du 18 avril. Demander cette brochure à Marceau Pivert, 42, rue Danteig, Paris (15^e). Prix : 2 francs.)

L'orientation donnée à la politique financière est directement opposée à celle du programme du Front populaire : les spéculateurs et les porteurs d'or sont récompensés et les représentants les plus qualifiés des deux cents familles (MM. Viois, Baudouin et Rueff) sont placés à la direction des finances du pays.

Cette situation a été également provoquée, et considérablement aggravée, par le développement du militarisme et l'accroissement des crédits de guerre, contrairement à la fois au programme du Parti (motion de Huyshens) et au programme du Front populaire.

Une telle préparation à la guerre était incompatible avec l'organisation de la paix. Elle a rendu impossible la réalisation du programme du Front populaire en ce qui concerne la défense de la paix. (« Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée, répudiation de la diplomatie secrète, action pour ramener à Genève les Etats qui n'en sont écartés, ajustement pacifique des traités dangereux pour la paix du monde »). Elle a annihilé tous les efforts du gouvernement vers une entente internationale.

Dans ces conditions, le Congrès de

peut que constater la corrélation inévitable entre les satisfactions substantielles accordées aux capitalistes, aux trus, aux munitionnaires (qui subsistent malgré les pseudo-nationalisations) et l'ajournement des légitimes revendications des chômeurs, des vieux travailleurs, des paysans, des petits commerçants, des femmes, des jeunes, des soldats.

Conformément à la Charte constitutive du Parti, le Congrès « répudie toute tentative pour masquer les antagonismes de classe », et condamne plus particulièrement les mesures qui préparent l'union sacrée avec les pires ennemis du peuple, réactionnaires, bellicistes et cléricaux (défense passive, journée du 11 novembre, appels et carnets en faveur de l'emprunt de défense nationale).

Ces graves divergences entre le contenu politique de l'action du gouvernement et la volonté des masses, qui ont pris une forme particulièrement dramatique dans les fusillades de Metlaoui et de Clichy, ébranlent les conquêtes populaires et menacent la cohésion indispensable des ouvriers, paysans et classes moyennes.

MESURES URGENTES

En conséquence, les dispositions du programme du Front populaire non encore réalisées doivent être dans le délai le plus court. La capacité de consommation des classes laborieuses doit être accrue ; les salaires, traitements, retraites et allocations doivent être immédiatement rajustés.

Le Congrès, rappelant que dans les mois qui vont venir seront dénoncées les conventions collectives, et terminée la période d'essai de l'arbitrage obligatoire, demande que l'échelle mobile, avec contrôle ouvrier des indices, soit de droit inscrite dans des nouvelles conventions et appliquée aux fonctionnaires. Il constate que la procédure de l'arbitrage obligatoire s'est révélée, d'une manière générale, incapable d'assurer le maintien du niveau de vie des travailleurs, et il rappelle la nécessité absolue de protéger contre toute atteinte les techniques de lutte directe du prolétariat. En outre, le Congrès affirme que toute amélioration du sort de la population laborieuse aura un caractère éphémère si elle ne s'accompagne pas d'une offensive résolue contre les oligarchies financières et leurs agents fascistes, militaristes et cléricaux, et de mesures profondes, atteignant la structure du régime capitaliste, sans lesquelles il sera impossible de consolider l'avance des ouvriers, paysans et classes moyennes.

IL FAUT UN SECOND PROGRAMME DE FRONT POPULAIRE, sans lequel le premier ne sera jamais réalisé intégralement.

UN NOUVEAU PROGRAMME

Le Congrès préconise principalement les mesures suivantes :

I. — Mesures économiques

a) Pour obtenir les ressources nécessaires au financement des réformes sociales et des grands travaux, sans menacer la confiance des banques : nationalisation des assurances (permettant de couvrir tous les risques, et de réaliser l'extension et la péréquation des retraites) ; cides industriels-clés : transports, métallurgie, mines, produits chimiques et engrais, minoteries, électricité, carburants, etc. ; avec transformations des actions en obligations, et à l'exclusion de toute gestion mixte des entreprises.

b) Pour arracher l'Etat aux influences capitalistes, combattre la crise et aider les classes moyennes : nationalisation du crédit qui assurera un financement rationnel du secteur nationalisé, en même temps qu'une amélioration sensible des conditions de vie et d'adaptation des petites et moyennes entreprises.

c) Pour lutter contre la grande misère des travailleurs agricoles, nationalisation des grands domaines, et exploitation de ceux-ci par ces travailleurs organisés en coopératives.

d) Pour assurer la remise en route de l'activité économique, exécution d'un véritable programme de grands travaux orientés exclusivement vers l'élévation du niveau de vie des masses (habitation, hygiène, éducation, loisirs).

e) Pour assurer le contrôle de l'économie et l'organisation du marché :

Création d'offices agricoles, supprimant réellement les intermédiaires entre la volée et la campagne ;

Contrôle des changes par la création

Contrôle ouvrier sur l'embauche, les d'une centrale des devises ; monopole du commerce extérieur ;

prix de revient et les frais d'exploitation des entreprises.

II. — Elargissement et fonctionnement de la démocratie

a) Réalisation de l'égalité politique, économique et juridique entre les sexes (conformément à la motion de Mulhouse). Comme mesures immédiates :

Reconnaissance des droits politiques intégraux aux Françaises.

Accession des femmes à toutes les fonctions publiques, si élevées soient-elles, à la magistrature et aux jurys populaires ;

Action gouvernementale pour la réalisation progressive du principe syndical : « A travail égal salaire égal ».

b) Lutte incessante, par tous les moyens appropriés pour la limitation des prérogatives du Sénat, jusqu'à la disparition de celui-ci.

c) Réforme du statut politique et administratif de la région parisienne.

d) Nationalisation des agences de presse, de publicité, et des industries cinématographiques et radiophoniques.

e) Epuration systématique des administrations publiques (armée, police, chemins de fer, diplomatie, finances, etc., etc.) et contrôle de l'exécution des volontés du gouvernement, par des délégués ouvriers et techniciens. Exemple : contrôle de l'administration intérieure de l'armée par des délégués des anciens combattants.

f) Réforme judiciaire dans un sens démocratique.

g) Organisation d'une véritable défense antifasciste, comportant la participation effective des travailleurs organisés à l'application et au contrôle de toute mesure de sécurité démocratique, et à la séparation totale de l'organisation militaire et du matériel militaire, celui-ci étant confié à des organismes civils, avec représentation ouvrière.

h) Reconnaissance aux peuples coloniaux de toutes les libertés démocratiques et syndicales.

III. — Défense et organisation de la paix

a) Abandon de toutes les mesures de militarisation de la population civile (préparation militaire obligatoire), loi d'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, exercices de « défense passive »).

b) Arrêt immédiat de la course aux armements, initiatives symboliques de désarmement partiel, organisation du service à court terme, diminution des crédits militaires.

c) Reconsidération des traités impérialistes de 1919, et en particulier répudiation de l'article 231, proclamant la responsabilité unilatérale de l'Allemagne dans la guerre mondiale.

d) Propositions précises et publiques de désarmement général, progressif et simultané, en liaison avec la réorganisation économique de l'Europe.

FRONT POPULAIRE DE COMBAT

Le Congrès fait un pressant appel aux autres organisations du Rassemblement populaire pour qu'elles n'hésitent devant aucune des audaces nécessaires. Il charge ses délégués au R. P. de soumettre à celui-ci les mesures ci-dessus énoncées. A ce sujet, le Congrès rappelle la condition essentielle qu'il a toujours posée à l'exercice du pouvoir en collaboration avec d'autres partis : disposer non seulement de la majorité, mais aussi de l'autorité dans le gouvernement. Cette condition, d'ailleurs réalisée depuis un an, n'a de sens que si elle permet effectivement, dans les cent articles de la loi, de faire prévaloir les mesures de salut public qui, seules, peuvent faire réussir l'œuvre entreprise.

Toutefois, si les négociations étaient trop longues et si des résistances se faisaient jour contre l'adoption de ces mesures, le Congrès refuse de se laisser enfermer dans le dilemme : continuation de la « pause » ou démission du gouvernement. Il demande aux délégués du Parti au gouvernement de conserver leur poste, et il charge la C. A. P. d'organiser à travers le pays une vaste campagne d'agitation afin de pousser, dans le soutien actif des masses, la force nécessaire pour venir à bout de toutes les résistances.

Le Congrès estime indispensable que le programme, choisies parmi les plus impopulaires et les plus difficiles, soient réalisées avant la séparation des Chambres, siégeant sans désenchaner, ou au plus tard au cours d'une session extraordinaire précédant la rentrée ordinaire.

LE PARTI ET LE PROLETARIAT

Comme le montrent l'expérience historique de la Révolution française et les grèves récentes de juin, les assemblées législatives peuvent jouer un rôle progressiste dans la mesure où l'action directe ouvrière, d'abord, les oblige à traduire en textes la volonté populaire, et, ensuite, veille à assurer l'exécution des décisions prises.

Le Congrès proclame que cette action sera d'autant plus efficace que sera réalisée l'unité politique de la classe ouvrière. Il s'adresse au Parti communiste pour la constitution d'un parti unique du prolétariat internationaliste et révolutionnaire, sur les deux bases fondamentales suivantes :

a) Autodétermination complète du Parti dans ses congrès ;

b) Large démocratie intérieure, garantissant à toutes les formes de la pensée socialiste les moyens de faire prévaloir les tactiques les mieux adaptées aux événements.

Le congrès, convaincu qu'en France comme dans la grande majorité des Etats européens, une lutte décisive est engagée entre le socialisme porteur des espérances du peuple travailleur, et le fascisme, dernier rempart d'un régime aux abois, affirme que le seul moyen de vaincre le fascisme en France, et en même temps de l'ébranler dans les autres pays, est de marcher résolument et audacieusement vers la Révolution socialiste, en dehors de laquelle il n'est pas de salut pour l'humanité.

Les articles insérés dans la présente tribune libre n'engagent que la responsabilité de leur auteur